

Questions orales

Mme Marleau: Entre temps, ici au Canada, son gouvernement cherche à faire adopter une TPS qui assujettira les enfants à la taxe.

Des voix: Oh, oh!

Mme Marleau: Leurs vêtements, leurs bottes, même la chaleur qui les garde en vie durant l'hiver. Pour le bien des enfants du Canada, le premier ministre retirera-t-il aujourd'hui son projet de taxe sur les produits et services?

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, la chose à laquelle je m'attendais de la part des libéraux—je sais qu'ils ont du mal à résister à la tentation de décocher des flèches sectaires et mesquines—mais ils auraient dû laisser les enfants à l'écart de cette bataille parce que. . .

Des voix: Bravo!

M. Mulroney: . . . le sommet concernait les enfants les plus nécessiteux du monde. J'aurais cru que les libéraux auraient eu pour une fois la décence de se lever et d'applaudir une mesure en faveur des enfants du monde qui transcende la politique sectaire.

Des voix: Bravo!

M. Wilson (Etobicoke-Centre): Vous le savez, Paul!

M. Mulroney: Le *New York Times*, monsieur le Président, a écrit hier:

Les dirigeants de plus de 70 pays se sont réunis à l'occasion d'une manifestation extraordinaire d'intérêt pour les enfants les plus pauvres du monde. Dans la déclaration adoptée à l'issue du Sommet mondial pour les enfants, les pays participants ont promis de collaborer afin de sauver la vie d'au moins le tiers des 14 millions d'enfants qui meurent actuellement chaque année avant d'atteindre l'âge de cinq ans.

Il s'agit là d'une énorme tragédie humaine qui frappe plus particulièrement les pays les plus pauvres du tiers monde et des pays en voie de développement.

Je sais que tous les députés à la Chambre appuient le gouvernement du Canada dans son effort pour venir en aide dans ce domaine.

Des voix: Bravo!

Mme Diane Marleau (Sudbury): Monsieur le Président, c'est ce que je veux dire. Le Canada aussi a des enfants pauvres. Souhaitons-nous qu'il y en ait davantage?

Dimanche, le premier ministre a dit à New York que le Sommet mondial de l'enfance avait galvanisé la volonté politique de venir en aide aux enfants.

[Français]

Le premier ministre est-il prêt à démontrer qu'il a le vouloir politique de protéger nos enfants ici? La charité commence par soi-même. Est-il prêt à mettre fin à la TPS aujourd'hui même?

[Traduction]

L'hon. Perrin Beatty (ministre de la Santé nationale et du Bien-être social): Monsieur le Président, sous la direction du premier ministre, le gouvernement du Canada a manifesté sa volonté politique en sauvant quelque 260 000 enfants de la pauvreté depuis qu'il est au pouvoir.

En outre, le député mentionne la taxe sur les produits et services. S'ils sont honnêtes, les députés libéraux de l'autre côté doivent reconnaître que les familles dont le revenu est inférieur à 30 000 \$ par an y gagneront du fait de la TPS. Il est temps qu'ils aient l'honnêteté de le reconnaître.

* * *

[Français]

L'IMPOSITION DE LA TPS AUX LIVRES POUR ENFANTS

Mme Sheila Finestone (Mount Royal): Monsieur le Président, j'aimerais savoir si le ministre responsable des enfants a le pouvoir nécessaire pour appliquer des politiques assurant la santé mentale et physique de nos enfants. Comme premier geste officiel, est-ce que le ministre est disposé à expliquer au ministre des Finances que le développement intellectuel des enfants ne se fait pas seulement à l'école et dans les bibliothèques, mais aussi et surtout au foyer, et que les parents préfèrent acheter des livres pour leurs enfants? Comme cela, le ministre de la santé mentale et physique de nos enfants peut-il le faire comprendre à ses collègues et faire retirer la TPS sur les livres?

[Traduction]

L'hon. Perrin Beatty (ministre de la Santé nationale et du Bien-être social): Monsieur le Président, la députée demande tout d'abord si j'ai les pouvoirs voulus pour servir les enfants canadiens. La réponse est oui. Je suis très heureux de le dire, le premier ministre m'a demandé de coordonner les mesures que le gouvernement du Canada prendra pour donner suite au sommet. Nous avons aussitôt créé un bureau de l'enfance au ministère de la Santé nationale et du Bien-Être social.